

*Actualité Politique – Débat à l'Assemblée nationale : « Un an après la crise agricole, quel bilan pour nos agriculteurs ? »*

Le 15 janvier dernier a été organisé à l'Assemblée nationale un débat sur la crise agricole (« Un an après la crise agricole, quel bilan pour nos agriculteurs ? ») dont les rapporteurs étaient Hélène Laporte, députée du Lot-et-Garonne et Pascal Lecamp, député de la Vienne.

Au cours de son propos liminaire, Hélène Laporte a insisté sur l'urgence de réautoriser l'acétamipride. Elle a souligné que les producteurs de noisettes du Lot-et-Garonne, qui représentent 60 % de la production nationale, ont subi en 2024 des pertes évitables de 6 500 tonnes, soit la moitié de leur récolte. Pascal Lecamp a quant à lui mis en avant la nécessité des plans de souveraineté pour les filières fruits, légumes et élevage pour répondre au mécontentement exprimé un an auparavant par les producteurs.

En réponse aux députés, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a affirmé sa volonté de simplifier les contraintes pesant sur les agriculteurs et dénoncé les surtranspositions réglementaires qui placent les producteurs français en situation de concurrence défavorable face à leurs voisins européens. Elle a également annoncé la relance du comité des solutions et la reconduction du financement du PARSADA, un programme préparant la transition vers des alternatives à certaines substances interdites.

Interrogée sur le renforcement du plan de souveraineté pour la filière fruits et légumes, Annie Genevard a exprimé son inquiétude face à la dépendance croissante aux importations : « Aujourd'hui, 70 % des fruits consommés en France ne sont pas produits sur notre sol. Cela soulève des questions sur la concurrence déloyale et la souveraineté alimentaire. »

(Source : Interfel)